

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Josée Bélanger, trésorière, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Lévis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature _____

Date 19 mai 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	31
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	32
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	33
Situation financière par organismes	34
Charges par objets	35
Fonds local d'investissement	36
Fonds local de solidarité	38
Excédent (déficit) accumulé	40
Avantages sociaux futurs	44

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	55
Analyse des charges consolidées	67

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Lévis,
Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Lévis (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Ville au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent de la reddition de comptes financière pour l'exercice 2021, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Malette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Québec, Canada, 19 mai 2022
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A102687

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	259 130 111	262 925 798	256 849 809
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 324 596	9 327 322	9 379 692
Quotes-parts	3			
Transferts	4	31 177 630	36 268 645	50 630 518
Services rendus	5	23 283 951	16 133 996	14 720 441
Imposition de droits	6	10 679 024	24 640 642	16 014 892
Amendes et pénalités	7	4 115 200	3 960 565	3 723 923
Revenus de placements de portefeuille	8	266 000	645 398	422 737
Autres revenus d'intérêts	9	1 066 000	892 425	836 163
Autres revenus	10	817 370	22 093 503	10 866 912
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	339 859 882	376 888 294	363 445 087
Charges				
Administration générale	14	42 225 496	36 085 642	33 788 136
Sécurité publique	15	63 165 249	62 512 346	60 752 995
Transport	16	78 845 670	79 078 063	74 523 620
Hygiène du milieu	17	65 761 582	68 080 739	64 616 883
Santé et bien-être	18	5 195 997	3 873 961	764 171
Aménagement, urbanisme et développement	19	14 962 288	21 003 525	14 675 808
Loisirs et culture	20	47 430 147	45 902 363	43 912 042
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	14 205 429	10 397 408	13 206 778
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	331 791 858	326 934 047	306 240 433
Excédent (déficit) de l'exercice	25	8 068 024	49 954 247	57 204 654
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		804 818 785	747 614 131
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		804 818 785	747 614 131
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		854 773 032	804 818 785

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	75 403 407	44 374 814
Débiteurs (note 5)	2	141 269 916	155 027 141
Prêts (note 6)	3	7 245 266	6 546 422
Placements de portefeuille (note 7)	4	5 597 179	5 494 222
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	8 801 900	7 560 300
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	238 317 668	219 002 899
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 011 347	1 585 406
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	73 862 883	87 502 776
Revenus reportés (note 12)	12	22 045 036	21 695 922
Dette à long terme (note 13)	13	556 613 749	532 159 821
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	813 600	753 000
Autres passifs (note 14)	15	6 039 367	5 815 546
	16	660 385 982	649 512 471
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(422 068 314)	(430 509 572)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	1 254 699 801	1 214 097 635
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	17 239 892	17 257 635
Stocks de fournitures	20	2 880 828	2 485 903
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	2 020 825	1 487 184
	23	1 276 841 346	1 235 328 357
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	854 773 032	804 818 785
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020 Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 068 024	49 954 247	57 204 654
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	184 498 000)(	95 647 376)(	78 901 517)
Produit de cession	3		415 081	496 530
Amortissement	4	59 220 851	55 017 021	53 850 851
(Gain) perte sur cession	5		(386 892)	766 646
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(125 277 149)	(40 602 166)	(23 787 490)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		17 743	(1 431 987)
Variation des stocks de fournitures	10		(394 925)	3 370
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(533 641)	5 223 839
	13		(910 823)	3 795 222
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			(979 820)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(117 209 125)	8 441 258	36 232 566
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(430 509 572)	(466 585 251)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			(156 887)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(430 509 572)	(466 742 138)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(422 068 314)	(430 509 572)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	49 954 247	57 204 654
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	55 017 021	53 850 851
Autres			
▪ gain/perte	3	(460 638)	(249 726)
▪ Prov.prêt mauv.créance CLD	4	5 070 780	89 689
	5	109 581 410	110 895 468
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	13 262 695	7 660 155
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(13 804 926)	10 444 948
Revenus reportés	9	349 114	418 855
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 181 000)	(3 067 500)
Propriétés destinées à la revente	11	17 743	(1 431 987)
Stocks de fournitures	12	(394 925)	3 370
Autres actifs non financiers	13	(533 641)	5 223 839
	14	107 296 470	130 147 148
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(94 763 992)	(78 901 517)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	415 081	496 530
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(94 348 911)	(78 404 987)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(6 963 042)	(5 009 728)
Remboursement ou cession	21	1 193 418	559 577
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(29 211)	(445 771)
Cession	23		
	24	(5 798 835)	(4 895 922)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	91 595 414	70 274 022
Remboursement de la dette à long terme	26	(66 676 123)	(56 477 965)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(574 059)	(30 681 290)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(465 363)	99 818
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	23 879 869	(16 785 415)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	31 028 593	30 060 824
Solde déjà établi	33	44 374 814	14 313 990
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	44 374 814	14 313 990
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	75 403 407	44 374 814

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la Loi portant sur la réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais.

La Ville est un organisme municipal régi par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q, C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au « Manuel de la présentation de l'information financière municipale » publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14, et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats.

Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Ville et combinés ligne par ligne, et les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend la Société de transport de Lévis.

Les comptes de la Ville et de l'organisme compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

b) Partenariats

La Ville participe à un partenariat dans la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière (Régie).

Les comptes de la Ville et de l'organisme compris dans le périmètre comptable dans le cas d'un partenariat sont consolidés proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans les états financiers.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie pour l'exercice 2021 est de 92,8430 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 94,0382 % en début d'exercice à 93,9683 % à la fin de l'exercice.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Ville, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire.

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés des soldes bancaires, incluant les découverts bancaires, dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la formule du coût moyen.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport ou acquises pour une valeur symbolique sont comptabilisées selon une estimation de la valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à compter de l'année suivant leur transfert à la catégorie d'immobilisation appropriée, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Infrastructures	de 5 à 40 ans
Bâtiments	de 10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	de 3 à 16 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 et 10 ans
Autres	5 et 10 ans

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la formule du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement

La Régie comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement qu'elle a exploité. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée du site.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion du site d'enfouissement.

Assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux et du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations et prestations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la Ville et la Société de transport de Lévis est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la Ville et la Régie sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auxquels participe la Société de transport de Lévis sans en être le promoteur, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les crédettes et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Les avantages sociaux futurs à prestations déterminées sont constitués des régimes de retraite.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale, de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (Loi).

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante :

- À partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 pour la Ville et la Société de transport de Lévis selon la méthode de la valeur liée au marché lissée sur une période de cinq ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Ville et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- Salaires et avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- Intérêts sur la dette à long terme (net des montants débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

Avantages sociaux futurs :

- Passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit 17 ans;
- Coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- À titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : devra avoir été complètement renversé au terme de la DMERCA;
- À titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : devra avoir été complètement renversé au terme de la DMERCA.

Frais de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement :

- Est amorti sur la durée restante du site depuis 2016.

Frais d'assainissement des sites contaminés :

- Pour le passif constaté au 1er janvier 2015 : sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- Pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

I) Autres éléments

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 73 481 113	43 208 098
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 1 922 294	1 166 716
Autres éléments		
▪	4	
▪	5	
▪	6	
▪	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 75 403 407	44 374 814
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 28 378 214	21 528 056
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 2 215 000	

Note

Activité n'entraînant pas de mouvement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

- Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer en 2021 : 1 568 454 \$ (2020 - 685 070 \$)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	54 300 282	51 425 073
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	71 975 038	79 850 179
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	7 358 912	15 551 598
Organismes municipaux	15	105 856	375 447
Autres			
▪ cour municipale	16	2 669 338	2 186 402
▪ autres débiteurs	17	4 860 490	5 638 442
	18	141 269 916	155 027 141
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	52 959 943	50 957 350
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	52 959 943	50 957 350
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	1 451 753	2 376 266

Note

Dans le cadre de programmes de subvention, le gouvernement du Québec a confirmé sa participation financière qui sera versée à la Société de transport de Lévis sur la base d'un service de la dette d'une durée de dix ans. Les encaissements relatifs aux intérêts portent sur des obligations et billets ayant des taux d'intérêt variant de 0,55 % à 2,85 % et échéant de 2022 à 2026.

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24	107 151	107 151
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ Prêts FLI, FLS et FDE	26	7 138 115	6 439 271
▪	27		
	28	7 245 266	6 546 422
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	738 814	315 293

Note

Les prêts FLI, FLS et FDE portent intérêt à des taux variant de 0 % à 10 % et viennent à échéance entre janvier 2022 et avril 2028.

7. Placements de portefeuille

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	164 672	164 672
Autres placements	31	5 432 507	5 329 550
	32	5 597 179	5 494 222
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	5 597 179	5 494 222
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	40 000	40 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note

Les placements à titre d'investissement sont constitués d'actions dans des sociétés privées et publiques investies dans le cadre du FLI et du FLS.

Les autres placements sont constitués d'obligations dont les taux d'intérêt varient de 0,25 % à 3,5 % et échéant de 2022 à 2030, pour un coût de 5 094 630 \$, et d'actions canadiennes pour un coût de 756 656 \$. Aux états financiers consolidés, ces placements ont été pondérés au taux de 92,843 %. Ces placements sont détenus dans la fiducie du fonds de gestion post-fermeture.

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	7 988 300	6 807 300
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	7 988 300	6 807 300
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	10 510 500	7 422 200
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	522 419	511 183
Autres régimes (REER et autres)	41	67 114	65 619
Régimes de retraite des élus municipaux	42	301 292	332 457
	43	11 401 325	8 331 459

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'une marge de crédit autorisée au montant de 95 000 000 \$, inutilisée au 31 décembre 2021, portant intérêt au taux préférentiel diminué de 0,75 % et sans date de renouvellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La Société de transport de Lévis dispose d'une marge de crédit autorisée pour les opérations courantes, au montant de 7 000 000 \$ dont le solde est de 1 011 347 \$ au 31 décembre 2021, portant intérêt au taux préférentiel. Elle dispose également de sept marges de crédit autorisées aux montants variant de 615 000 \$ à 41 300 000 \$ pour un total de 73 540 000 \$, pour les projets d'investissement, portant intérêt au taux préférentiel diminué de 0,25 %.

La Régie dispose d'une marge de crédit autorisée au montant de 2 000 000 \$, inutilisée au 31 décembre 2021, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	23 793 268	29 666 144
Salaires et avantages sociaux	48	30 903 894	34 130 689
Dépôts et retenues de garantie	49	10 908 128	12 705 353
Provision pour contestations d'évaluation	50	5 642 513	8 051 885
Autres			
▪ Intérêts courus	51	2 344 749	2 652 229
▪ Gouvernement du Qc	52	7 996	268 024
▪ Autres	53	31 347	19 350
▪ Organismes municipaux	54	230 988	9 102
▪	55		
	56	73 862 883	87 502 776

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	474 360	503 291
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	818 822	656 340
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	1 477 678	3 750 460
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64	11 092 754	10 498 913
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68	233 110	
Autres			
▪ Autres revenus reportés	69	1 769 154	2 101 598
▪ Transferts	70	6 179 158	4 185 320
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	22 045 036	21 695 922

Note

La Société de transport de Lévis a bénéficié du Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes (voir note 26).

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,55	3,24	2022	2031	77	544 448 861	520 977 941
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,57	4,97	2022	2030	81	6 590 405	4 909 644
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,47	2,47	2022	2023	83	10 402 931	10 597 068
Autres	2,00	5,00	2024	2028	84	1 410 439	1 448 760
					85	562 852 636	537 933 413
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(6 238 887)	(5 773 592)
					87	556 613 749	532 159 821

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88	59 164 319	197 079	499 581	59 860 979
2023	89	55 232 437	202 002	445 639	55 880 078
2024	90	51 194 628	207 048	343 853	51 745 529
2025	91	47 031 538	212 221	286 901	47 530 660
2026	92	44 790 206	217 522	198 163	45 205 891
2027 et plus	93	287 035 733	9 367 059	6 226 707	302 629 499
	94	544 448 861	10 402 931	8 000 844	562 852 636
Intérêts et frais accessoires	95	()	()	()	()
	96	544 448 861	10 402 931	8 000 844	562 852 636

Note

14. Autres passifs

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	6 014 367	5 485 834
Assainissement des sites contaminés	98	25 000	329 712
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103	6 039 367	5 815 546

Note

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

Conformément à la convention de fiducie intervenue le 14 juillet 1998 et selon les exigences précisées à la « condition 21 » du décret numéro 701-98 adopté par le gouvernement du Québec en date du 27 mai 1998 et modifié par le décret numéro 1083-2007 du 5 décembre 2007, la Régie s'est engagée à mettre en oeuvre un programme de surveillance des eaux de lixiviation pour la période de gestion d'après-fermeture du site d'enfouissement.

Le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture de la Régie est constaté dans ses états financiers en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique (en mètres cubes). Au 31 décembre 2021, le passif présenté au titre des activités de fermeture est de 681 000 \$ et celui présenté au titre des activités d'après-fermeture est de 5 797 000 \$. Ces passifs sont pondérés à 93,9683 % soit le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie. Le total des dépenses estimatives rattachées aux activités de fermeture et d'après-fermeture est de 577 000 \$ pour l'exercice 2021. Le solde restant à constater est de 7 877 520 \$ pour une capacité restante de la décharge de 1 185 072 mètres cubes. La durée de vie restante estimative de la décharge est de 14,5 ans. La durée estimative de la période au cours de laquelle il sera nécessaire de poursuivre les activités d'après-fermeture est de 30 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Selon les exigences précisées à la « condition 21 » du décret, la Régie s'est engagée à constituer sous forme de fiducie des garanties financières ayant pour but de couvrir les coûts afférents à la gestion d'après-fermeture du lieu d'enfouissement sanitaire autorisé. Elle doit verser au patrimoine fiduciaire, durant la période d'exploitation, laquelle prendra fin le 30 juin 2036, des contributions dont la valeur totale doit être équivalente à la valeur que représente la somme de 3 181 952 \$ actualisée (montant exprimé en dollars de 1988), par indexation au 1er janvier de chacune des années ou parties d'années comprises dans la période d'exploitation, sur la base du taux de variation des indices des prix à la consommation pour le Canada. De plus, à la fin de chaque période de cinq années d'exploitation, la valeur totale des contributions à verser au patrimoine fiduciaire ainsi que le montant de la contribution à verser pour chaque mètre cube de déchets (après compactage) enfouis doivent faire l'objet d'une réévaluation et, le cas échéant, d'ajustement.

Le montant des actifs affectés au règlement du passif au titre des activités d'après-fermeture au 31 décembre 2021 est de 6 648 289 \$.

Passif au titre des sites contaminés

Des analyses ont amené à conclure de ne pas comptabiliser un passif au titre des sites contaminés pour trois terrains. La principale raison à l'appui de cette conclusion provient du fait que l'on ne prévoit pas que des avantages économiques futurs seront abandonnés, puisque la Ville n'a aucune obligation légale ou envers des tiers, ni intention de procéder à leur réhabilitation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	345 374 160	6 834 622		352 208 782
Eaux usées	105	424 624 780	10 981 984		435 606 764
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	578 678 786	32 457 027		611 135 813
Autres					
▪	107	223 711 199	12 960 748		236 671 947
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	246 079 238	6 758 531		252 837 769
Améliorations locatives	111	3 585 313			3 585 313
Véhicules	112	104 387 044	3 454 454	905 310	106 936 188
Ameublement et équipement de bureau	113	48 093 461	2 378 886		50 472 347
Machinerie, outillage et équipement divers	114	53 073 777	776 370	1 187 769	52 662 378
Terrains	115	45 315 029	5 883 782		51 198 811
Autres	116	649 391			649 391
	117	2 073 572 178	82 486 404	2 093 079	2 153 965 503
Immobilisations en cours	118	33 047 398	13 160 972		46 208 370
	119	2 106 619 576	95 647 376	2 093 079	2 200 173 873
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	119 472 443	7 951 385		127 423 828
Eaux usées	121	206 760 145	9 768 185		216 528 330
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	214 584 099	12 618 202		227 202 301
Autres					
▪	123	119 588 099	6 384 161		125 972 260
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	82 393 313	5 841 113		88 234 426
Améliorations locatives	127	3 447 743	74 506		3 522 249
Véhicules	128	69 348 430	6 523 052	905 310	74 966 172
Ameublement et équipement de bureau	129	38 369 154	2 921 023		41 290 177
Machinerie, outillage et équipement divers	130	37 909 121	2 935 397	1 159 580	39 684 938
Autres	131	649 394	(3)		649 391
	132	892 521 941	55 017 021	2 064 890	945 474 072
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	1 214 097 635			1 254 699 801
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134	10 597 068			10 597 068
Amortissement cumulé	135	(1 310 006)	(257 974)		(1 567 980)
Valeur comptable nette	136	9 287 062			9 029 088

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note

Au cours de l'exercice, la Ville a reçu des terrains et infrastructures d'assises de rues d'un montant de 9 961 746 \$ (2020 - 2 757 392 \$) sous forme d'apports.

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	10 814 505	10 026 537
Immeubles industriels municipaux	138	6 425 387	7 231 098
Autres	139		
	140	17 239 892	17 257 635
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	17 239 892	17 257 635

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Assurances et autres	154	2 020 825	1 487 184
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	2 020 825	1 487 184

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**19. Obligations contractuelles****Ville de Lévis**

La Ville s'est engagée à assumer 10 % du déficit d'exploitation de l'Office municipal d'habitation de Lévis.

De plus, la Ville s'est engagée envers certains fournisseurs pour une somme de 139 561 000 \$ au 31 décembre 2021.

Ces engagements concernent principalement l'entretien de propriétés appartenant à la Ville, le déneigement de rues, l'entretien du réseau d'éclairage, la cueillette et le transport des ordures et des matières recyclables incluant la fourniture de bacs roulants, la fourniture et livraison de carburant, la fourniture de services professionnels, baux et location de patinoires.

Les échéances se répartissent comme suit :

2022 :	61 448 000 \$
2023 :	32 377 000 \$
2024 :	20 042 000 \$
2025 :	12 215 000 \$
2026 :	6 683 000 \$
2027 et plus :	6 796 000 \$

De plus, la Ville s'est engagée auprès d'un fournisseur pour un contrat d'une valeur de 52 670 000 \$ dans le cadre de la construction d'un poste de police et d'une maison de justice. Les versements relatifs à ce contrat suivront l'avancement des travaux. En date du 31 décembre 2021, le niveau d'avancement se situait à 5 % des dépenses budgétées.

Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière

En vertu de l'entente relative à la constitution de la Régie, celle-ci s'est engagée à verser une compensation à la Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon pour la durée de l'entente, soit un minimum de 30 ans et pouvant aller jusqu'à la dernière année d'exploitation du site. La compensation est de 3,6661 \$ la tonne métrique, représentant une dépense de 140 882 \$ en 2021. La compensation annuelle ne peut être inférieure à 80 000 \$.

Les versements relatifs à des contrats d'entretien et de services totalisent 209 664 \$ et se répartissent comme suit : 2022 à 2025 - 46 592 \$ par année et 2026 - 23 296 \$.

Les versements relatifs à un contrat pour l'exploitation du lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Lambert-de-Lauzon totalisent 977 871 \$ et se répartissent comme suit : 2022 - 475 970 \$ et 2023 - 501 901 \$.

Les versements relatifs à un contrat de déneigement totalisent 47 509 \$ et se répartissent comme suit : 2022 - 27 148 \$ et 2023 - 20 361 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Société de transport de Lévis

La Société de transport de Lévis a signé un contrat de transport en commun échéant en septembre 2022 et des contrats de service de rabattement par taxis échéant en juin 2022. Les versements minimums relatifs à ces contrats totalisent 2 429 717 \$ pour l'exercice 2022.

De plus, la Société de transport de Lévis a signé des contrats de transport adapté échéant en décembre 2022 et décembre 2023. Les versements minimums relatifs à ces contrats totalisent 2 934 997 \$ et se répartissent comme suit : 2022 - 1 490 132 \$ et 2023 - 1 444 865 \$.

Les versements relatifs à divers contrats de location, d'entretien et d'autres services, échéant de 2022 à 2026, totalisent 1 061 635 \$ et se répartissent comme suit : 2022 - 694 967 \$; 2023 - 240 248 \$; 2024 - 92 534 \$; 2025 - 23 136 \$ et 2026 - 10 750 \$.

20. Droits contractuels

Ville de Lévis

La Ville a des droits contractuels relativement aux programmes de subvention suivants :

- Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ 2019-2023) : montant : 55 671 967 \$, échéance : 31 décembre 2023;
- Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau : montant : 6 958 636 \$, sans échéance.

La Ville possède des ententes contractuelles concernant des revenus de location d'emplacements pour structure d'affichage, de loyers divers et des revenus découlant de services divers.

Les revenus anticipés découlant de ces ententes se détaillent comme suit :

2022 :	3 186 779 \$
2023 :	2 343 449 \$
2024 :	2 269 943 \$
2025 :	2 034 480 \$
2026 :	1 584 367 \$
2027 à 2057 :	5 424 301 \$

Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Dans le cadre du projet de la diminution et valorisation des volumes de lixiviat par plantation filtrante de saules à Saint-Lambert-de-Lauzon, la Régie et le Comité exécutif de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) ont signé une entente dans laquelle la FCM s'engage à verser des sommes totalisant le moindre de 50 % des dépenses admissibles dans le cadre du projet pour un montant maximal de 401 710 \$. Le projet sera complété au plus tard en 2025. Au 31 décembre 2021, des dépenses pour un montant total de 213 398 \$ et des revenus de subvention pour un montant total de 106 699 \$ ont été comptabilisés aux états financiers.

Société de transport de Lévis

Conformément aux modalités du Programme d'aide d'urgence au transport collectif (PAUTC), le gouvernement du Québec offre une aide financière de 11 705 039 \$ à la Société de transport de Lévis afin de compenser les pertes de revenus subies et les dépenses additionnelles effectuées pour des raisons sanitaires liées à la pandémie de la COVID-19 pour la période comprise entre le 1er avril 2020 et le 31 décembre 2022. Au 31 décembre 2021, des revenus de transfert pour un montant total de 4 873 600 \$ ont été inscrits aux états financiers.

En vertu de l'Entente bilatérale intégrée relative au Programme d'infrastructure Investir dans le Canada Canada-Québec, le gouvernement fédéral a approuvé l'admissibilité au financement du projet d'implantation de mesures prioritaires pour le transport en commun sur le boulevard Guillaume-Couture à Lévis pour un montant maximal de 25 553 345 \$, correspondant à 40 % des dépenses admissibles. Au 31 décembre 2021, aucun montant n'a été comptabilisé dans les revenus puisque le projet est en attente de l'approbation du dossier d'affaires déposé au ministère des Transports pour l'obtention d'un décret autorisant sa réalisation.

De plus, la Société de transport de Lévis a conclu une convention d'exploitation publicitaire des abribus et des autobus échéant le 31 décembre 2024. En vertu de cette convention, une redevance annuelle doit être versée à la Société de transport de Lévis, basée sur un pourcentage des revenus publicitaires, mais soumise à un minimum garanti.

En mars 2019, la Société de transport de Lévis a signé une entente avec le Réseau de transport de la Capitale (RTC), l'Université Laval (Université) et ses associations étudiantes concernant le laissez-passer universitaire permettant un accès illimité aux services de transport des deux réseaux pour les étudiants à temps plein. En vertu de cette entente, l'Université s'est engagée à percevoir des étudiants assujettis un montant de 30 \$, 33 \$ et 36 \$ par mois pour les années universitaires respectives de 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, suivi d'une indexation annuelle de 2 % pour les années subséquentes. La répartition des sommes entre le RTC et la Société de transport de Lévis est déterminée en fonction des dernières adresses de résidence permanente des étudiants, soit celles déclarées dans la région administrative de Chaudière-Appalaches pour la Société de transport de Lévis. Cette entente sera en vigueur pour une durée de dix ans.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
Complexe de soccer Honco de Lévis	2 750 000	1 323 322	1 400 473
C.Socio-cult St-Étienne(Bruno Verret)	2 871 155	2 506 012	2 652 688

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
Travaux compensation habitat du bar rayé	122 478	122 478	
	160	5 743 633	3 951 812
			4 053 161

La Ville s'est engagée, jusqu'en 2027, à verser au Complexe de soccer Honco de Lévis un montant correspondant à tout déficit annuel d'encaisse jusqu'à concurrence d'un montant de 100 000 \$ annuellement. Le déficit annuel d'encaisse correspond aux profits nets plus l'amortissement des immobilisations moins la portion capital du remboursement de la dette moins l'amortissement des apports reportés affectés aux immobilisations.

De plus, la Ville a consenti un cautionnement personnel dégressif des obligations du Complexe de soccer Honco de Lévis pour un montant n'excédant pas la moitié du solde de l'emprunt hypothécaire consenti au montant de 5 500 000 \$ pour la construction du Complexe. Le solde des emprunts au 31 décembre 2021 s'élève à 2 646 643 \$, donc pour un solde de cautionnement consenti par la Ville de 1 323 322 \$.

La Ville a consenti un cautionnement personnel dégressif des obligations du Centre socio-culturel et sportif St-Étienne (Centre Bruno-Verret) pour un montant n'excédant pas le solde de l'emprunt hypothécaire consenti au montant de 2 871 155 \$ pour l'agrandissement du Centre. Le solde de l'emprunt au 31 décembre 2021 s'élève à 2 506 012 \$.

La Ville a procédé à l'émission d'une lettre de crédit irrévocable en garantie pour la fourniture de services professionnels en ingénierie pour la surveillance des travaux ainsi que pour la réalisation des travaux de compensation d'habitat du bar rayé au montant de 122 478 \$.

B) Auto-assurance

En responsabilité civile générale, la Ville couvre elle-même les réclamations jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$ par sinistre. Une réserve financière a d'ailleurs été créée en 2002 afin de niveler sur plusieurs exercices les impacts financiers qui pourraient en résulter.

C) Poursuites

Différentes poursuites et réclamations contre la Ville totalisent environ 9 825 000 \$. De l'avis des procureurs de la Ville, les montants réclamés sont nettement exagérés ou non fondés et la défense de la Ville est considérée comme très sérieuse.

D) Autres

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

La Régie a relevé qu'une retenue contractuelle avait été radiée hâtivement. En conséquence, le solde des comptes à payer au 1er janvier 2020 a été augmenté de 171 645 \$, correspondant à la retenue contractuelle radiée hâtivement.

Les « Crédeurs et charges à payer » au 1er janvier 2020 ont été augmentés d'un montant de 171 645 \$, les « Immobilisations - Infrastructures autres » de 156 887 \$, les « Débiteurs - Gouvernement du Québec et ses entreprises » de 7 372 \$ et les « Débiteurs - Gouvernement du Canada et ses entreprises » de 7 386 \$.

Le solde des « Investissement net dans les immobilisations et autres actifs » a été augmenté d'un montant de 156 887 \$ et le solde de l'« Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté » a été diminué de 156 887 \$.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26. Événements significatifs

Société de transport de Lévis

L'exercice 2021 a encore été marqué par la pandémie du coronavirus (COVID-19) qui a eu et continue d'avoir des répercussions majeures sur le transport collectif des usagers. Après la déclaration de l'état d'urgence sanitaire liée à la COVID-19 en mars 2020, toutes les sociétés de transport ont observé une baisse d'achalandage considérable. En dépit de cette situation, et puisqu'elles offrent un service qualifié d'essentiel par le gouvernement, les sociétés de transport ont maintenu la majeure partie des services réguliers fournis aux usagers. Cette crise, sans précédent, s'est traduite, en 2021, par des pertes de revenus de l'ordre de 3 200 000 \$ (2020 - 3 700 000 \$) en plus d'engendrer des dépenses additionnelles pour la mise en place de mesures sanitaires pour un montant de 228 258 \$ (2020 - 216 195 \$).

Afin d'atténuer ces impacts financiers, le ministère des Transports offre une aide financière exceptionnelle par le biais de son Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes (PAUTC) afin de pallier les pertes de revenus tarifaires et les dépenses supplémentaires résultant de la pandémie pour les années 2020 à 2022. Pour l'exercice 2021, conformément aux modalités de ce programme d'aide, des revenus de subventions pour un montant total de 3 307 348 \$ (2020 - 1 566 252 \$) ont été constatés aux états financiers afin de couvrir les pertes de revenus des usagers et les dépenses additionnelles reliées aux opérations du transport régulier. Quant au transport adapté, aucune subvention relative au PAUTC n'a été constatée puisque l'exercice 2021 s'est soldé par un excédent de fonctionnement s'élevant à 563 555 \$ (2020 - 604 783 \$).

Dans le cadre du PAUTC, la Société de transport de Lévis a encaissé, au cours de l'exercice 2021, des montants de transfert de 5 050 398 \$ (2020 - 5 501 510 \$) et de 187 195 \$ (2020 - 203 915 \$) pour le transport régulier et le transport adapté, respectivement. Le montant de l'aide financière non utilisé au 31 décembre 2021 est reporté à l'exercice 2022 pour un montant total de 6 069 418 \$ qui se répartit comme suit : 5 678 308 \$ pour le transport régulier et 391 110 \$ pour le transport adapté.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Budget 2021	Réalizations 2021		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	256 946 858	259 228 111	263 021 859		262 925 798
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 379 692	9 324 596	9 327 322		9 327 322
Quotes-parts	3				16 898 311	
Transferts	4	22 719 808	10 058 460	18 923 678	10 220 451	29 144 129
Services rendus	5	9 994 607	15 994 777	9 861 942	6 324 325	16 133 996
Imposition de droits	6	15 983 933	10 679 024	24 640 642		24 640 642
Amendes et pénalités	7	3 723 923	4 115 200	3 960 565		3 960 565
Revenus de placements de portefeuille	8	422 737	266 000	645 398		645 398
Autres revenus d'intérêts	9	687 865	1 065 000	730 642	161 783	892 425
Autres revenus	10	4 666 148	560 170	6 236 305	494 638	6 730 943
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	324 525 571	311 291 338	337 348 353	34 099 508	354 401 218
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	17 082 635	31 849 000	5 937 679	1 186 837	7 124 516
Imposition de droits	16	30 959	7 408 000			
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	2 757 392		10 025 846		10 025 846
Autres	18	3 224 673	280 000	5 329 743	6 971	5 336 714
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	23 095 659	39 537 000	21 293 268	1 193 808	22 487 076
	22	347 621 230	350 828 338	358 641 621	35 293 316	376 888 294
Charges						
Administration générale	23	30 865 742	37 267 924	32 839 463	3 246 179	36 085 642
Sécurité publique	24	58 246 637	60 658 891	60 938 578	1 573 768	62 512 346
Transport	25	44 015 061	45 309 459	44 243 723	17 012 145	79 078 063
Hygiène du milieu	26	46 621 673	48 740 954	48 685 193	19 280 038	68 080 739
Santé et bien-être	27	764 171	5 195 997	3 873 961		3 873 961
Aménagement, urbanisme et développement	28	14 432 293	14 718 773	20 773 487	230 038	21 003 525
Loisirs et culture	29	36 841 156	40 359 261	38 693 788	7 208 575	45 902 363
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	12 228 277	13 292 279	9 605 761	791 647	10 397 408
Effet net des opérations de restructuration	32	47 442 952				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		47 442 952	48 550 743	(48 550 743)	
	34	291 457 962	312 986 490	308 204 697	35 775 993	326 934 047
Excédent (déficit) de l'exercice	35	56 163 268	37 841 848	50 436 924	(482 677)	49 954 247

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations 2020	Budget 2021	Réalizations 2021	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	56 163 268	37 841 848	50 436 924	49 954 247
Moins : revenus d'investissement	2 (	23 095 659)	39 537 000)	21 293 268)	22 487 076)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	33 067 609	(1 695 152)	29 143 656	(1 676 485)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4		47 442 952	48 550 743	55 017 021
Produit de cession	5	467 281		410 531	415 081
(Gain) perte sur cession	6	767 950		(385 971)	(386 892)
Réduction de valeur / Reclassement	7			(921)	(386 892)
	8	1 235 231	47 442 952	48 575 303	55 045 210
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	857 291		959 874	959 874
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11	857 291		959 874	959 874
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12	559 577		1 193 418	1 193 418
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	89 689		5 070 780	5 070 780
	15	649 266		6 264 198	6 264 198
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	4 591 406	4 213 000	7 602 432	7 621 495
Remboursement de la dette à long terme	17 (	42 795 742)	48 117 391)	52 497 529)	56 297 016)
	18	(38 204 336)	(43 904 391)	(44 895 097)	(48 675 521)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	6 385 386)	6 000 000)	6 902 708)	6 925 702)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 112 195	80 000	2 285 346	2 286 945
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 684 124	4 488 662	5 041 422	5 137 478
Réserves financières et fonds réservés	22	(9 225 144)	(47 216)	(12 146 066)	(12 476 766)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(300 079)	114 800	(299 507)	(314 322)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			(14 815)	(314 322)
	25	(12 114 290)	(1 363 754)	(12 021 513)	(12 292 367)
	26	(47 576 838)	2 174 807	(1 117 235)	2 418 629
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(14 509 229)	479 655	28 026 421	28 768 565

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations 2020		Réalizations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	23 095 659	21 293 268	1 193 808	22 487 076
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	3 011 113)(	3 111 527)(	81 304)(	3 192 831)
Sécurité publique	3 (	1 215 060)(	4 447 852)(	)	4 447 852)
Transport	4 (	41 943 505)(	39 475 438)(	3 791 634)(	43 267 072)
Hygiène du milieu	5 (	20 485 077)(	29 050 136)(	(20 627))(	29 029 509)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	188 746)(	1 620 554)(	)	1 620 554)
Loisirs et culture	8 (	9 502 882)(	14 089 558)(	)	14 089 558)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	76 346 383)(	91 795 065)(	3 852 311)(	95 647 376)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	2 289 279)(	942 131)(	)	942 131)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	5 009 728)(	6 963 042)(	)	6 963 042)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	54 071 821	70 070 511	1 661 315	71 731 826
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	6 385 386	6 902 708	22 994	6 925 702
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	575 000	13 563 500		13 563 500
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	8 456 534	13 141 595		13 141 595
	19	15 416 920	33 607 803	22 994	33 630 797
	20	(14 156 649)	3 978 076	(2 168 002)	1 810 074
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	8 939 010	25 271 344	(974 194)	24 297 150

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020		2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	38 626 154	66 899 042	8 504 365	75 403 407
Débiteurs (note 5)	2	132 527 984	122 689 486	19 091 452	141 269 916
Prêts (note 6)	3	6 546 422	7 245 266		7 245 266
Placements de portefeuille (note 7)	4	164 672	164 672	5 432 507	5 597 179
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	7 522 500	8 801 900		8 801 900
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	185 387 732	205 800 366	33 028 324	238 317 668
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 918		1 011 347	1 011 347
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	83 543 253	68 848 243	5 525 662	73 862 883
Revenus reportés (note 12)	12	17 446 622	15 865 878	6 179 158	22 045 036
Dettes à long terme (note 13)	13	497 278 790	527 466 138	29 147 611	556 613 749
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	753 000	786 200	27 400	813 600
Autres passifs (note 14)	15		25 000	6 014 367	6 039 367
	16	599 026 583	612 991 459	47 905 545	660 385 982
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(413 638 851)	(407 191 093)	(14 877 221)	(422 068 314)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	1 145 023 499	1 188 243 261	66 456 540	1 254 699 801
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	17 257 635	17 239 892		17 239 892
Stocks de fournitures	20	2 144 111	2 407 654	473 174	2 880 828
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 216 531	1 740 135	280 690	2 020 825
	23	1 165 641 776	1 209 630 942	67 210 404	1 276 841 346
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	38 851 661	36 021 103	3 129 659	39 150 762
Excédent de fonctionnement affecté	25	6 159 024	6 024 132	1 594 306	7 618 438
Réserves financières et fonds réservés	26	16 550 362	28 181 177	526 723	28 707 900
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(24 109 047)	(21 241 493)	(334 643)	(21 576 136)
Financement des investissements en cours	28	(9 785 875)	12 971 184	(1 742 263)	11 228 921
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	724 336 800	740 483 746	49 159 401	789 643 147
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	752 002 925	802 439 849	52 333 183	854 773 032
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1		59 752	59 752	
Autre	2	114 222 779	114 748 395	125 765 964	118 845 897
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3		6 063	6 063	
Autres	4	27 241 303	27 435 365	30 129 634	27 462 210
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	84 576 655	75 703 076	88 856 997	80 651 174
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	12 300 567	11 671 710	12 136 574	13 072 713
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 373 612	1 230 367	1 544 895	1 875 852
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	(381 900)	(3 296 316)	(3 284 061)	(1 741 787)
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	13 515 715	13 553 173	771 529	738 262
Transferts	15	4 678 377	4 318 107	193 292	405 515
Autres	16			130 799	134 166
Autres organismes					
Transferts	17	5 846 742	12 746 234	12 746 234	6 750 274
Autres	18			845 622	876 187
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	47 442 952	48 550 743	55 017 021	53 850 851
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Récl. dommage et intérêt	21	481 000	420 122	420 122	193 697
▪ Aide fin. contribution	22	1 646 820	1 143 300	1 143 300	2 395 421
▪ Act. ferm. et après fermeture	23	41 868	(85 394)	450 310	730 001
	24	312 986 490	308 204 697	326 934 047	306 240 433

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1 3 739	5 883
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2 107 131	60 502
Autres revenus	3	
	4 110 870	66 385
Charges		
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille		
Radiation	5	61 919
Variation de la provision pour moins-value	6 275 406	(20 230)
Autres créances douteuses	7	
	8 275 406	41 689
Autres charges	9 (30 653)	(10 027)
	10 244 753	31 662
Excédent (déficit) de l'exercice	11 (133 883)	34 723
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE		
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 1 637 554	909 761
Placements de portefeuille	13	
Débiteurs	14 2 368	569
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15 6 088 975	5 004 907
Provision pour moins-value	16 (460 353)	(184 948)
	17 5 628 622	4 819 959
	18 7 268 544	5 730 289
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	19 823 399	969 416
Revenus reportés	20	
Dettes à long terme	21 6 512 564	4 694 409
	22 7 335 963	5 663 825
Solde du Fonds local d'investissement	23 (67 419)	66 464
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE		
Libres - FLI régulier	24 163 727	283 608
Libres - Aide d'urgence aux PME	25 1 473 827	
Supportant les engagements de prêts - FLI régulier	26	215 000
Supportant les engagements de prêts - Aide d'urgence aux PME	27	411 153
Supportant les garanties de prêts - FLI régulier	28	
Supportant les garanties de prêts - Aide d'urgence aux PME	29	
	30 1 637 554	909 761

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts portent intérêt à des taux variant de 0 % à 10 % et viennent à échéance entre janvier 2022 et avril 2028.

Dates d'échéance :

2022 : 1 781 503 \$

2023 : 1 946 800 \$

2024 : 1 262 360 \$

2025 : 487 847 \$

2026 et plus : 245 659 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La provision pour prêts douteux représente 433 686 \$. La valeur comptable des prêts dépréciés totalise 433 686 \$.

Note sur la dette à long terme

Emprunt sans intérêts, remboursable le 1er juin 2022 par un versement égal au capital non investi dans les entreprises au 31 décembre 2021. Les versements estimatifs à effectuer au cours des cinq exercices subséquents seront équivalents aux sommes reçues par l'organisme, durant la période de 12 mois précédant le 31 décembre de chaque année, à titre d'encaissement en capital des prêts consentis.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

S.O.

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

S.O.

Note sur les autres revenus et les autres charges

Les autres charges sont constituées de l'élément de subvention des prêts sans intérêts.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	1 295	1 158
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	47 977	35 794
Autres revenus	3	3 453	130 000
	4	52 725	166 952
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		42 479
Variation de la provision pour moins-value	6	2 773	(23 373)
Autres créances douteuses	7		
	8	2 773	19 106
Intérêts sur la dette à long terme	9	27 217	5 408
Autres charges	10		
	11	29 990	24 514
Excédent (déficit) de l'exercice	12	22 735	142 438
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	53 606	287 169
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15	10 901	178
Prêts aux entreprises	16	979 227	742 230
Provision pour moins-value	17	(131 070)	(128 297)
	18	848 157	613 933
	19	912 664	901 280
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20	6 569	24 445
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	606 525	600 000
	23	613 094	624 445
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24		
Excédent (déficit) non affecté	25	299 570	276 835
	26	299 570	276 835
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	10 273	237 169
Supportant les engagements de prêts	28	43 333	50 000
	29	53 606	287 169

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts portent intérêt à des taux variant de 5,45 % à 10 % et viennent à échéance entre janvier 2022 et avril 2028.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Dates d'échéance :

2022 : 182 200 \$

2023 : 177 702 \$

2024 : 162 838 \$

2025 : 151 768 \$

2026 et plus : 136 816 \$

La provision pour prêts douteux représente 117 736 \$. La valeur comptable des prêts dépréciés totalise 117 736 \$.

Les placements à titre d'investissement représentent 63 333 \$ et sont constitués d'actions dans des sociétés privées et publiques dans le cadre du FLS.

Note sur la dette à long terme

Emprunt de Fonds locaux de solidarité (FLS) d'un montant autorisé de 750 000 \$, 5 % payable trimestriellement, sans modalités de remboursement définies. De plus, la Ville devra payer, s'il y a lieu, une somme additionnelle calculée annuellement et égale au résultat de la multiplication de l'excédent ajusté des produits sur les charges du FLS par le pourcentage de la participation du prêteur dans le FLS moins les intérêts payés par l'emprunteur au prêteur sur le présent prêt pour la même période.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

S.O.

Note sur les autres revenus et les autres charges

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	39 150 762	42 147 592
Excédent de fonctionnement affecté	2	7 618 438	6 943 593
Réserves financières et fonds réservés	3	28 707 900	16 733 907
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(21 576 136)	(24 472 725)
Financement des investissements en cours	5	11 228 921	(10 542 492)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	789 643 147	774 008 910
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	854 773 032	804 818 785
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	36 021 103	38 851 661
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	3 129 659	3 295 931
	11	39 150 762	42 147 592
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Ex-municipalités	12	270 956	228 416
▪ Affectation exercice suivant	13	3 860 873	4 084 600
▪ Cession d'actifs	14	208 360	643 914
▪ Aff.projets act.fin non term.	15	1 683 943	1 202 094
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	6 024 132	6 159 024
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Activités après fermeture	22	790 362	784 569
▪ Déficit éven.-carb.,pièces	23	803 944	
▪	24		
	25	1 594 306	784 569
	26	7 618 438	6 943 593

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Fonds Auto-ass- Franchise ass	27	2 104 893
▪ Développement du territoire	28	6 451 470
▪ Régime de retraite	29	1 921 714
▪ Cours d'eau, Lutte criminalité	30	689 612
▪ Autres	31	8 538 298
	32	19 705 987
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪ Cours d'eau, lutte criminalité	33	475 214
▪	34	
▪	35	
	36	475 214
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	1 336 826
Organismes contrôlés et partenariats	38	379 377
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	303 518
Organismes contrôlés et partenariats	40	51 509
Montant non réservé		
Administration municipale	41	3 160 152
Organismes contrôlés et partenariats	42	357 685
Fonds local d'investissement	43	821 260
Fonds local de solidarité	44	57 938
Autres		
▪ FDE-FLI Ville	45	2 795 496
▪	46	
	47	8 526 699
	48	28 707 900
		16 733 907

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (229 100)(	343 900)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ())
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ())
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ())
Autres	53 (1 088 200)(	1 272 700)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ())
	55 (1 317 300)(	1 616 600)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 (322 870)(	345 588)
Assainissement des sites contaminés	57 ())
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ())
Autres		
▪	59 ())
▪	60 ())
	61 (1 640 170)(	1 962 188)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ())
Utilisation du fonds de roulement	63 ())
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ())
Utilisation du fonds de roulement	65 ())
Autres		
▪ Intérêts dette à long terme	66 ()	207)
▪	67 ())
	68 ()	207)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 (4 437 400)(	5 489 300)
Mesure relative à la COVID-19	70 ())
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (88 013)()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 (7 119 089)(	5 294 409)
Autres		
▪ Fin.activité fonctionnement	73 (15 587 023)(	18 365 276)
▪ Dette LT FDE	74 (490 000)(	490 000)
	75 (27 721 525)(	29 638 985)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76 482 772	524 712
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78 6 476 780	5 433 893
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪ FDE et FLI Ville	80 826 007	1 170 050
	81 7 785 559	7 128 655
	82 (21 576 136)(	24 472 725)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 36 010 059	24 151 730
Investissements à financer	84 (24 781 138)(	34 694 222)
	85 11 228 921	(10 542 492)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 1 254 699 801	1 214 097 635
Propriétés destinées à la revente	87 17 239 892	17 257 635
Prêts	88 7 245 266	6 546 422
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 164 672	164 672
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 1 279 349 631	1 238 066 364
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 1 279 349 631	1 238 066 364
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (556 613 749)(	532 159 821)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (6 238 887)(	5 773 592)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 53 957 168	50 957 350
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97 26 529 548	28 626 823
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98 (909 214)	102 233
	99 (483 275 134)(	458 247 007)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 (6 431 350)(	5 810 447)
	101 (489 706 484)(	464 057 454)
	102 789 643 147	774 008 910

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Description générale des Régimes de retraite enregistrés

Les régimes de retraite à prestations déterminées ont pour but d'accumuler les sommes nécessaires au versement de rentes viagères aux employés lors de leur retraite. Celles-ci sont calculées en fonction du nombre d'années de service et d'un pourcentage préétabli de la rémunération. Les paramètres servant à fixer la rente varient d'un régime à l'autre.

Depuis 2006, les groupes des Cadres, Professionnels, Cols Blancs, Cols Bleus et Policiers cotisent dans le nouveau régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lévis qui a été créé le 1er janvier 2004. Les pompiers cotisent, depuis 2010, dans le régime de retraite des employés de la Ville de Lévis (régime de l'ex-Ville de Lévis).

Le régime de retraite à prestations déterminées de la Société de transport de Lévis est en vigueur depuis le 1er janvier 2011 et s'applique au personnel cadre et professionnel non syndiqué.

Description du Régime supplémentaire de retraite

Le Régime supplémentaire de retraite des cadres supérieurs désignés (RSR) de la Ville de Lévis est entré en vigueur le 1er janvier 2011. L'objectif du RSR est de permettre à certains cadres supérieurs désignés de la Ville de recevoir des prestations de retraite supplémentaires en excédent de celles qui sont prévues aux termes du régime de base.

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (Loi). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (service antérieur) et le service qui s'accumule à compter de cette date (service postérieur). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés. Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (régimes avec report). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans en être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs);
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée).

Pour le service postérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi;
- Partage à 50/50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité;
- Partage à 50/50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité;
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10 % de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité).

Depuis la sanction de la Loi RRSM le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. À titre informatif, le rétablissement intégral de l'indexation automatique des rentes des participants retraités aurait pour effet d'augmenter la valeur des obligations constituées d'un montant estimé à 2 000 000 \$ au 31 décembre 2021.

Application de la Loi aux régimes de la Ville et ses entités consolidées

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La Ville participe à un régime de retraite visé par la Loi. Le 8 mai 2017, la majorité des groupes de participants ont signé des ententes de restructuration avec la Ville. Le 15 mai 2019, le groupe de participants au régime qui n'avait toujours pas d'entente de restructuration avec la Ville a signé son entente pour le Régime complémentaire. Une sentence arbitrale a été rendue en juin 2019, complétant ainsi le processus de restructuration de la Loi RRSM.

Seule la mise en place d'un fonds de stabilisation, à compter du 8 mai 2017 (15 mai 2019 pour un groupe de participants), a un effet sur les résultats de l'exercice. Les cotisations de l'employeur au fonds de stabilisation s'élèvent à 916 400 \$ pour 2021. En conformité avec les directives du MAMH, les cotisations de l'employeur versées au fonds de stabilisation durant l'exercice ont été ajoutées au coût des services rendus de l'employeur aux fins de comptabilisation.

La constatation initiale des effets de la Loi avait été effectuée en conformité avec les directives du MAMH, en vertu des paramètres des ententes, notamment un partage du déficit à 45 % pour les employés actifs et l'abolition de l'indexation automatique au 31 décembre 2013.

Prestations

Régimes de retraite enregistrés

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant varie en fonction du régime auquel il a participé et de la fonction qu'il occupe.

Ces prestations sont en général basées sur le salaire final moyen, sauf dans le cas d'un régime inactif qui tient compte du salaire de chaque année de contribution, redressé en fonction d'une indexation. Le pourcentage préétabli est de 2 % par année de service. Il peut être réduit, selon le régime et le groupe d'employés, d'un pourcentage du maximum des gains admissibles fixé par Retraite Québec.

Enfin, pour certains groupes d'employés, des prestations de raccordement peuvent être accordées entre la date de retraite anticipée et la date normale de retraite.

Régime supplémentaire de retraite

Le participant qui prend sa retraite à sa date de retraite normale a droit à une rente annuelle qui commence à lui être versée à compter de sa date de retraite normale.

Le montant de cette rente est égal à :

- a) 2 % de son salaire final moyen multiplié par sa période de service crédité;
moins
- b) le montant de la rente qui lui est payable à compter de sa date de retraite normale en vertu des dispositions du régime de base, en supposant que cette rente soit payable selon le mode normal de versement prévu au régime de base.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Politiques de capitalisation et de placement

Régimes à prestations déterminées : Les politiques de capitalisation et de placement varient d'un régime à l'autre, selon les choix des comités de retraite et en fonction des dispositions des régimes.

Études actuarielles

Tous les régimes font l'objet d'une évaluation actuarielle à tous les trois ans, préparée par des actuaires, en fonction des dispositions légales applicables à ces types de régimes de retraite. Les dernières évaluations sont en date du 31 décembre 2018 pour les régimes de la Ville et en date du 31 décembre 2019 pour celui de la Société de transport de Lévis. Les prochaines évaluations actuarielles sont prévues au 31 décembre 2021 pour les régimes de la Ville et seront disponibles au cours de l'exercice financier 2022.

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	6 807 300	3 739 800
Charge de l'exercice	4 (	10 510 500)(	7 422 200)
Cotisations versées par l'employeur	5	11 691 500	10 489 700
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	7 988 300	6 807 300
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	470 579 300	429 229 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	466 537 300)(	434 686 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	4 042 000	(5 457 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	4 125 700	12 433 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	8 167 700	6 976 000
Provision pour moins-value	12 (	179 400)(	168 700)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	7 988 300	6 807 300
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	2	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	4 747 800	335 209 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	5 550 700)(	340 835 400)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	802 900)(	5 626 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	21 696 100	18 003 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	120 500	397 600
	20	21 816 600	18 401 400
Cotisations salariales des employés	21 (	10 776 100)(	9 555 700)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	15 500)(	20 600)
	23	11 025 000	8 825 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	1 417 800	778 100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(2 196 800)	(332 400)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	10 700	168 700
Autres			
▪ Cotisations - rachats passés	29	11 900	60 600
▪ Coût serv passés - oblig impl	30	2 076 300	332 400
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	12 344 900	9 832 500
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	22 721 100	21 386 500
Rendement espéré des actifs	33 (	24 555 500)(	23 796 800)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(1 834 400)	(2 410 300)
Charge de l'exercice	35	10 510 500	7 422 200
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	33 289 800	26 687 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	24 555 500)(	23 796 800)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	8 734 300	2 891 100
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	353 300	(10 580 100)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	14 422 700	12 244 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	505 259 200	436 235 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	781 000	958 400
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	51 003 100	35 273 900
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,88 %	5,68 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,88 %	5,68 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,95 %	2,95 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,10 %	2,10 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 3

Description des régimes et autres renseignements**Société de transport de Lévis**

Les employés de garage participent à un régime de retraite à prestations déterminées administré par le Syndicat national des employés de garage du Québec inc. Les employés cotisent au régime à un taux de 5,5 % et l'employeur y contribue à un taux de 10,5 % du salaire régulier. Étant donné que ce régime est un régime interemployeurs, la Société de transport de Lévis comptabilise ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées.

Les chauffeurs participent à un régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, soit le Régime de retraite des employés municipaux du Québec. Les employés cotisent au régime à un taux de 6,765 % et l'employeur y contribue à un taux de 6,785 % du salaire régulier, incluant la cotisation au fonds de stabilisation. Étant donné que ce régime est un régime interemployeurs, la Société de transport de Lévis comptabilise ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées.

Les employés de bureau syndiqués participent à un régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, soit le Régime de retraite par financement salarial de la FTQ. Les employés cotisent au régime à un taux de 4 % et l'employeur y contribue à un taux de 8 % du salaire régulier. Étant donné que ce régime est un régime interemployeurs, la Société de transport de Lévis comptabilise ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées.

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Régime de retraite à prestations cibles	110	
Autres régimes	111	511 183
	112	522 419
		511 183

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 2

Description des régimes et autres renseignements**Ville de Lévis**

La Ville participe à un régime enregistré d'épargne-retraite collectif établi au bénéfice des brigadiers scolaires. Sa contribution est de 7 %, tout comme celle des employés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière

La Régie contribue au régime enregistré d'épargne-retraite collectif des employés pour un montant équivalent à 4 % de leur salaire brut annuel. Le pourcentage est porté à 6 % après quatre années de service continu et à 8 % ou 9 % après neuf années de service continu. La contribution de l'employeur est conditionnelle à ce que les employés participent audit régime dans les mêmes proportions.

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	
Régime de retraite simplifié	115	
REER	116	
Autres régimes	117	65 619
	118	67 114
		65 619

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	16
		16

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice, comme établies par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Cotisations des élus au RREM	120	61 725	70 694
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	208 013	238 056
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	93 279	94 401
	123	301 292	332 457

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	213 352 724	213 256 663	208 566 927
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			(20)
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	8 287 575	8 287 575	8 420 704
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	221 640 299	221 544 238	216 987 611
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	13 678 712	13 678 712	13 172 585
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	10 384 206	10 384 206	9 906 061
Matières résiduelles	15	14 804 502	14 804 502	14 258 252
Autres				
▪ Fosses septiques	16	293 848	293 848	292 235
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	822 807	822 807	798 320
Service de la dette	20	1 397 485	1 397 485	1 434 745
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	41 381 560	41 381 560	39 862 198
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	41 381 560	41 381 560	39 862 198
	29	263 021 859	262 925 798	256 849 809

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	617 338	617 338	611 681
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31	(124 367)	(124 367)	90 026
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	492 971	492 971	701 707
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	3 189 905	3 189 905	3 123 022
Cégeps et universités	36	1 179 981	1 179 981	1 150 717
Écoles primaires et secondaires	37	3 206 624	3 206 624	3 173 846
	38	7 576 510	7 576 510	7 447 585
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	8 069 481	8 069 481	8 149 292
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	537 720	537 720	502 708
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	7 788	7 788	7 463
Taxes d'affaires	46			
	47	545 508	545 508	510 171
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48	96 061	96 061	97 049
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50	96 061	96 061	97 049
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité				
Autres	51			
	52	616 272	616 272	623 180
	53	616 272	616 272	623 180
	54	9 327 322	9 327 322	9 379 692

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55	1 050	1 050	147 272
Sécurité publique				
Police	56	1 046 024	1 046 024	751 403
Sécurité incendie	57	13 332	13 332	77 587
Sécurité civile	58	72 900	72 900	
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	402 994	402 994	493 515
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63		6 116 339	3 860 718
Transport adapté	64		2 060 647	2 079 204
Transport scolaire	65			
Autres	66		314 528	402 306
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69	129 794	129 794	93 820
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	324 252	324 252	445 292
Réseau de distribution de l'eau potable	71	239 727	239 727	255 568
Traitement des eaux usées	72	62 375	62 375	60 319
Réseaux d'égout	73	126 748	126 748	145 566
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	2 109 919	2 109 919	1 780 175
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76	36 090	36 090	21 518
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79	113 595	113 595	
Protection de l'environnement	80	33 342	33 342	171 615
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84	103 129	103 129	123 642
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85	2 317 064	2 317 064	
Rénovation urbaine	86	183 200	183 200	144 435
Promotion et développement économique	87	4 933 569	4 933 569	2 130
Autres	88	62 250	62 250	67 859
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	117 488	117 488	55 737
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	452 569	452 569	590 605
Autres	91	104 970	104 970	105 175
Réseau d'électricité	92			
	93	12 986 381	21 477 895	11 875 461

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97	70 044	70 044	
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	393 339	393 339	3 472 651
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102		1 186 837	1 543 495
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109	1 373 592	1 373 592	1 954 965
Réseau de distribution de l'eau potable	110	857 628	857 628	4 236 162
Traitement des eaux usées	111	550 058	550 058	878 356
Réseaux d'égout	112	398 526	398 526	2 140 887
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126	(852 882)	(852 882)	2 386 031
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128	8 798 046	8 798 046	1 049 592
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			50 241
Autres	130	(5 650 672)	(5 650 672)	913 750
Réseau d'électricité	131			
	132	5 937 679	7 124 516	18 626 130

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
	Regroupement municipal et réorganisation municipale	133		
	Péréquation	134		
	Neutralité	135		
	Partage des redevances sur les ressources naturelles	136		
	Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	2 975 324	2 975 324
	Fonds de développement des territoires	138	1 056 433	660 106
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139		1 728 937
	Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	1 162 497	1 162 497
	Dotations spéciales de fonctionnement	141		
	Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
	du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142		
	Autres	143	743 043	743 043
		144	5 937 297	20 128 927
	TOTAL DES TRANSFERTS	145	24 861 357	36 268 645
				50 630 518

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2021	Réalisations
		2021	2021	2020
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	146		
	Évaluation	147		
	Autres	148		
		149		
Sécurité publique				
	Police	150	1 789 573	1 789 573
	Sécurité incendie	151		
	Sécurité civile	152		
	Autres	153		
		154	1 789 573	1 789 573
				1 959 092
Transport				
	Réseau routier			
	Voirie municipale	155		
	Enlèvement de la neige	156		
	Autres	157		
	Transport collectif	158		343 475
	Autres	159	371 872	
		160	371 872	343 475
Hygiène du milieu				
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161		
	Réseau de distribution de l'eau potable	162		
	Traitement des eaux usées	163		
	Réseaux d'égout	164		
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	165		
	Matières recyclables			
	Collecte sélective			
	Collecte et transport	166		
	Tri et conditionnement	167		
	Autres	168		
	Autres	169		
	Cours d'eau	170		
	Protection de l'environnement	171		
	Autres	172		
		173		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
SERVICES RENDUS (suite)					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social		174			
Autres		175			
		176			
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage		177			
Rénovation urbaine		178			
Promotion et développement économique		179			
Autres		180			
		181			
Loisirs et culture					
Activités récréatives		182			
Activités culturelles					
Bibliothèques		183			
Autres		184			
		185			
Réseau d'électricité					
		186			
		187	1 789 573	2 161 445	2 302 567

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	188	1 558	1 558	662
Évaluation	189	3 574	3 574	137 629
Autres	190	406 314	406 314	351 229
	191	411 446	411 446	489 520
Sécurité publique				
Police	192	980 338	980 338	339 978
Sécurité incendie	193	243 401	243 401	325 156
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196	1 223 739	1 223 739	665 134
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	222 333	222 333	159 157
Enlèvement de la neige	198	1 178 179	1 178 179	1 341 600
Autres	199	498 619	498 619	718 137
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200	276 177	5 731 052	5 013 541
Transport adapté	201		198 352	172 389
Transport scolaire	202			
Autres	203		500	41 274
Autres	204			
	205	2 175 308	7 829 035	7 446 098
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207	910 171	902 960	595 756
Réseaux d'égout	208			
	209	910 171	902 960	595 756
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210	159 345	159 345	163 113
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214	125 932	125 932	108 119
Autres	215		260 877	216 496
	216	2 105 619	2 352 074	1 679 240

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	217				
Sécurité du revenu	218				
Autres	219				
	220				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	221	169 519	169 519	169 519	186 202
Rénovation urbaine	222				
Promotion et développement économique	223	54 879	54 879	54 879	372 403
Autres	224	592 132	592 132	592 132	470 115
	225	816 530	816 530	816 530	1 028 720
Loisirs et culture					
Activités récréatives	226	1 199 820	1 199 820	1 199 820	983 324
Activités culturelles					
Bibliothèques	227	35 880	35 880	35 880	29 056
Autres	228	104 027	104 027	104 027	96 782
	229	1 339 727	1 339 727	1 339 727	1 109 162
Réseau d'électricité					
	230				
	231	8 072 369	8 072 369	13 972 551	12 417 874
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	9 861 942	9 861 942	16 133 996	14 720 441

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	2 670 266	2 670 266	1 926 589
Droits de mutation immobilière	234	21 970 376	21 970 376	14 057 344
Droits sur les carrières et sablières	235			30 959
Autres	236			
	237	24 640 642	24 640 642	16 014 892
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	3 960 565	3 960 565	3 723 923
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	645 398	645 398	422 737
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	730 642	892 425	836 163
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	385 971	386 892	(766 646)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	4 606 384	4 606 384	4 632 111
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244		73 746	36 379
Contributions des promoteurs	245	10 025 846	10 025 846	2 757 392
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247		6 971	
Autres contributions	248	5 329 743	5 329 743	3 216 673
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	1 243 950	1 663 921	991 003
	251	21 591 894	22 093 503	10 866 912
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	3 030 498	97 320	3 127 818	3 127 818	3 197 571
Greffe et application de la loi	2	7 210 831	116 649	7 327 480	7 327 480	5 861 068
Gestion financière et administrative	3	12 644 537	1 961 873	14 606 410	14 606 410	14 721 823
Évaluation	4	2 755 700		2 755 700	2 755 700	2 626 940
Gestion du personnel	5	4 603 610	89 421	4 693 031	4 693 031	3 595 451
Autres						
▪ adm gén	6	2 594 287	980 916	3 575 203	3 575 203	3 785 283
▪	7					
	8	32 839 463	3 246 179	36 085 642	36 085 642	33 788 136
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	34 485 685	672 682	35 158 367	35 158 367	33 846 195
Sécurité incendie	10	23 584 581	896 562	24 481 143	24 481 143	24 136 236
Sécurité civile	11	160	4 524	4 684	4 684	
Autres	12	2 868 152		2 868 152	2 868 152	2 770 564
	13	60 938 578	1 573 768	62 512 346	62 512 346	60 752 995
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	8 407 076	15 731 414	24 138 490	24 138 490	22 392 577
Enlèvement de la neige	15	19 837 547	269 510	20 107 057	20 107 057	21 874 007
Éclairage des rues	16	1 457 684	144 695	1 602 379	1 602 379	1 487 188
Circulation et stationnement	17	1 062 873		1 062 873	1 062 873	1 016 867
Transport collectif						
Transport en commun	18	13 478 543	157 862	13 636 405	31 458 600	26 973 072
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21		708 664	708 664	708 664	779 909
	22	44 243 723	17 012 145	61 255 868	79 078 063	74 523 620

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	5 505 984	2 821 945	8 327 929	8 327 929	7 810 014
Réseau de distribution de l'eau potable	24	10 183 701	5 378 073	15 561 774	15 561 774	14 884 224
Traitement des eaux usées	25	3 778 077	3 591 205	7 369 282	7 369 282	6 967 035
Réseaux d'égout	26	7 275 319	6 394 004	13 669 323	13 669 323	13 205 809
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	6 129 099	12 457	6 141 556	6 141 556	6 329 209
Élimination	28	5 622 247	876 370	6 498 617	6 614 125	5 960 246
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	2 529 042		2 529 042	2 529 042	2 318 675
Tri et conditionnement	30	2 074 861		2 074 861	2 074 861	1 901 541
Matières organiques						
Collecte et transport	31	1 298 304		1 298 304	1 298 304	1 139 017
Traitement	32	1 351 296		1 351 296	1 351 296	1 185 508
Matériaux secs	33	458 555	3 750	462 305	462 305	603 903
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	168 054		168 054	168 054	67 725
Protection de l'environnement	38	2 064 776	5 744	2 070 520	2 070 520	1 772 559
Autres	39	245 878	196 490	442 368	442 368	471 418
	40	48 685 193	19 280 038	67 965 231	68 080 739	64 616 883
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	3 558 304		3 558 304	3 558 304	619 171
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	315 657		315 657	315 657	145 000
	44	3 873 961		3 873 961	3 873 961	764 171

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	7 793 481	227 241	8 020 722	8 020 722	7 722 373
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	22 853		22 853	22 853	17 234
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	8 906 381	2 633	8 909 014	8 909 014	5 660 766
Tourisme	49	224 390		224 390	224 390	418 144
Autres	50	1 208 759	164	1 208 923	1 208 923	857 291
Autres	51	2 617 623		2 617 623	2 617 623	
	52	20 773 487	230 038	21 003 525	21 003 525	14 675 808
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	5 986 351	1 550 879	7 537 230	7 537 230	7 275 612
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 590 288	198 956	3 789 244	3 789 244	3 643 102
Piscines, plages et ports de plaisance	55	3 017 904	237 227	3 255 131	3 255 131	3 284 678
Parcs et terrains de jeux	56	15 040 963	3 340 956	18 381 919	18 381 919	18 107 119
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58		267 923	267 923	267 923	329 625
Autres	59	227 590	433 317	660 907	660 907	618 162
	60	27 863 096	6 029 258	33 892 354	33 892 354	33 258 298
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	5 617 540	279 383	5 896 923	5 896 923	5 113 195
Bibliothèques	62	4 861 935	717 803	5 579 738	5 579 738	5 241 361
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64		20 906	20 906	20 906	20 906
Autres	65	351 217	161 225	512 442	512 442	278 282
	66	10 830 692	1 179 317	12 010 009	12 010 009	10 653 744
	67	38 693 788	7 208 575	45 902 363	45 902 363	43 912 042

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	11 780 158		11 780 158	12 472 059	13 787 145
Autres frais	70	1 121 919		1 121 919	1 209 410	1 161 420
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	(1 845 600)		(1 845 600)	(1 834 400)	(2 410 300)
Autres	72	(1 450 716)		(1 450 716)	(1 449 661)	668 513
	73	9 605 761		9 605 761	10 397 408	13 206 778
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	48 550 743 (	48 550 743)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	7 761 343	7 761 343	7 268 441
Usines de traitement de l'eau potable	2	6 529 237	6 529 237	905 681
Usines et bassins d'épuration	3	1 664 981	1 664 981	1 859 046
Conduites d'égout	4	7 713 894	7 713 894	9 144 004
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	396 188	375 561	697 898
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	34 257 157	34 257 157	33 070 432
Ponts, tunnels et viaducs	7	45 034	45 034	2 792 381
Systèmes d'éclairage des rues	8	791 355	791 355	1 096 968
Aires de stationnement	9	619 962	619 962	375 007
Parcs et terrains de jeux	10	7 796 836	7 796 836	3 488 073
Autres infrastructures	11	1 374 112	2 929 710	3 765 159
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	6 908 955	7 260 731	3 401 730
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 689 326	3 689 326	2 032 552
Améliorations locatives	15	6 289	6 289	80 185
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			(13 175)
Autres	17	4 123 176	4 123 176	2 881 861
Ameublement et équipement de bureau	18	3 447 906	3 529 210	2 730 720
Machinerie, outillage et équipement divers	19	419 884	700 738	1 287 516
Terrains	20	4 249 430	5 852 836	2 037 038
Autres	21			
	22	91 795 065	95 647 376	78 901 517

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	4 144 272	4 144 272	1 030 011
Usines de traitement de l'eau potable	24	297 496	297 496	740 688
Usines et bassins d'épuration	25	1 221 150	1 221 150	661 953
Conduites d'égout	26	4 240 632	4 240 632	4 487 241
Autres infrastructures	27	32 262 650	32 262 650	25 935 258
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	3 617 071	3 617 071	6 238 430
Usines de traitement de l'eau potable	29	6 231 741	6 231 741	164 993
Usines et bassins d'épuration	30	443 831	443 831	1 197 093
Conduites d'égout	31	3 473 262	3 473 262	4 656 763
Autres infrastructures	32	13 017 994	14 552 965	19 350 660
Autres immobilisations corporelles	33	22 844 966	25 162 306	14 438 427
	34	91 795 065	95 647 376	78 901 517

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	643 914	274 759	710 313	208 360
Réserves financières et fonds réservés	3	3 378 696	2 182 106	2 097 129	3 463 673
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	95 915 533	20 912 880	7 253 337	109 575 076
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	381 253 511	49 641 742	42 855 983	388 039 270
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	481 191 654	73 011 487	52 916 762	501 286 379
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	50 957 350	10 815 380	8 812 787	52 959 943
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	50 957 350	10 815 380	8 812 787	52 959 943
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13		997 225		997 225
	14	50 957 350	11 812 605	8 812 787	53 957 168
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15	5 580 617	6 771 254	4 946 574	7 405 297
Autres	16	203 792			203 792
	17	56 741 759	18 583 859	13 759 361	61 566 257
	18	537 933 413	91 595 346	66 676 123	562 852 636
Dette en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dette à long terme	21	537 933 413	91 595 346	66 676 123	562 852 636

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	533 512 775
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	22 975 746
Activités de fonctionnement à financer	3	1 103 963
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	3 671 984
Débiteurs	9	42 002 456
Autres montants	10	7 901 879
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	35 946 930
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	468 069 235
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	19 127 414
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	467 612
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	487 664 261
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	487 664 261
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	1		
	Évaluation	2		
	Autres	3		
Sécurité publique				
	Police	4		
	Sécurité incendie	5		
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		
Transport				
	Réseau routier	8		
	Transport collectif	9	12 773 496	
	Autres	10		
Hygiène du milieu				
	Eau et égout	11		
	Matières résiduelles	12		
	Cours d'eau	13		
	Protection de l'environnement	14		
	Autres	15		
Santé et bien-être				
	Logement social	16		
	Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	779 677	771 529
	Rénovation urbaine	19		738 262
	Promotion et développement économique	20		
	Autres	21		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	22		
	Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité				
		24		
		25	13 553 173	771 529
				738 262

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1	2 937 421	1 831 092
Charges sociales	2	523 021	293 042
Biens et services	3	88 322 844	73 794 059
Frais de financement	4	3 562	416 949
Autres	5	8 217	11 241
	6	91 795 065	76 346 383

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	132,81	35,00	256 749,00	18 046 966	4 201 025	22 247 991
Professionnels	2	173,13	35,00	329 910,00	17 908 201	4 431 336	22 339 537
Cols blancs	3	390,77	35,00	746 321,00	25 563 538	6 109 941	31 673 479
Cols bleus	4	330,80	40,00	690 705,00	23 776 640	5 553 052	29 329 692
Policiers	5	159,35	40,00	332 730,00	17 990 741	4 279 628	22 270 369
Pompiers	6	140,67	40,00	293 727,00	12 982 219	3 105 127	16 087 346
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	1 327,53		2 650 142,00	116 268 305	27 680 109	143 948 414
Élus	9	16,00			1 477 263	284 340	1 761 603
	10	1 343,53			117 745 568	27 964 449	145 710 017

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	324 252	526 371	847 221		1 697 844
Réseau de distribution de l'eau potable	13	239 727	585 503	272 125		1 097 355
Traitement des eaux usées	14	62 375	23 738	526 320		612 433
Réseaux d'égout	15	126 748	315 641	82 885		525 274
Autres	16	18 049 720	2 511 039	367 692		20 928 451
	17	18 802 822	3 962 292	2 096 243		24 861 357

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	(69 296)	(90 378)
Autres	3	(1 065 279)	895 776
	4	(1 134 575)	805 398
Sécurité publique			
Police	5	(214 519)	(360 912)
Sécurité incendie	6	(59 820)	(63 041)
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	(274 339)	(423 953)
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	5 476 211	5 719 255
Enlèvement de la neige	11	(44 977)	(58 024)
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	80 900	91 116
	15	5 512 134	5 752 347
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	682 787	769 853
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 172 450	1 247 825
Traitement des eaux usées	18	667 974	1 130 334
Réseaux d'égout	19	1 194 286	1 196 255
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	203 689	223 680
Matières recyclables	21	225	459
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	28 318	29 681
Autres	25		
	26	3 949 729	4 598 087
Santé et bien-être			
Logement social	27	96 095	102 552
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	96 095	102 552
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	(121 875)	(158 362)
Rénovation urbaine	32	228 085	311 647
Promotion et développement économique	33	(23 845)	(7 133)
Autres	34	10 054	20 884
	35	92 419	167 036
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	1 090 872	947 838
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	59 611	50 147
Autres	38	213 815	228 825
	39	1 364 298	1 226 810
Réseau d'électricité			
	40		
	41	9 605 761	12 228 277

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire - G. Lehouillier (1 jan au 31 déc)	Maire	164 082	17 401		
Dist 1 - M. Fortier (1 jan au 21 nov)	Conseiller	33 105	15 494		
Dist 1 - S. Bonin (21 nov au 31 déc)	Conseiller	4 131	2 066		
Dist 2 - C. Genest (1 jan au 21 nov)	Conseiller	85 772	15 494		
Dist 2 - J. Demers (21 nov au 31 déc)	Conseiller	4 131	2 066		
Dist 3 - I. Demers (1 jan au 31 déc)	Conseiller	43 752	17 401		
Dist 4 - R. Lamontagne (1 jan au 31 déc)	Conseiller	71 075	17 401		
Dist 5 - K. Lavertu (1 jan au 31 déc)	Conseiller	37 179	17 401		
Dist 6 - M. Turner (1 jan au 31 déc)	Conseiller	71 075	17 401		
Dist 7 - G. Dumoulin (1 jan au 31 déc)	Conseiller	108 120	17 401		
Dist 8 - K. Laflamme (1 jan au 21 nov)	Conseiller	33 105	15 494		
Dist 8 - M. Patry (21 nov au 31 déc)	Maire suppléant	4 686	2 343		
Dist 9 - B. Duchesneau (1 jan au 31 déc)	Conseiller	96 328	17 401		
Dist 10 - S. Dorval (1 jan au 31 déc)	Conseiller	37 179	17 401		
Dist 11 - S. Côté (1 jan au 31 déc)	Conseiller	96 328	17 401		
Dist 12 - J. Jones (1 jan au 21 nov)	Conseiller	85 772	15 494		
Dist 12 - A. Kronström (21 nov au 31 déc)	Conseiller	4 131	2 066		
Dist 13 - A. Landry (1 jan au 31 déc)	Conseiller	43 752	17 401		
Dist 14 - F. Paradis (1 jan au 31 déc)	Conseiller	37 179	17 401		
Dist 15 - A. Jeffrey (1 jan au 31 déc)	Conseiller	71 075	17 401		
Prés STL - M. Fortier				43 047	
Prés STL - S. Dorval				3 587	

Note

Allocation de dépenses : le montant maximum pour 2021 est de 17 401 \$.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	12 665 947 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4	462 482 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	35 754 \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10	264 675 \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12	\$
Ligne 14 : Débiteurs	13	2 286 \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	4 387 266 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15	264 675 \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	16	766 614 \$
Ligne 20 : Revenus reportés	17	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18 19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 1 708 481 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21 22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 10 927 996 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24 25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27 28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30 31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32 33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 _____ \$
- b) autres formes d'aide 43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 \$

Facteur comparatif de 2021

45

Valeur uniformisée

46 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 75 111 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 \$

Systèmes de drainage

54 \$

Abords de routes

55 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 13 412 000 \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 13 412 000 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

Ouvrages d'amélioration sur le réseau routier : revêtement mécanisé de la chaussée et remplacement ou construction de bordures

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 CV-2021-07-75

b) Date d'adoption de la résolution

61 2021-12-06

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 65 _____
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____ 1
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 _____ 5
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 _____ 3
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 _____ 3 618
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 _____ 999 999 999
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 _____
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | | |
|--|----|----|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 | \$ |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 | \$ |
| Ministère des Transports | 80 | \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 | \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 | \$ |
| | 83 | \$ |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la
Ville de Lévis,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (état) de la Ville de Lévis (Ville) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de l'établissement de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Québec, Canada, 19 mai 2022
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A102687

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	263 021 859
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	1 210 501
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	56 649 382
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	822 807
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	206 760 171

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	19 574 632 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	19 972 735 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	19 773 683 750

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,0456/ 100 \$
--	-----------	-----------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12 13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14 15 16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20 21 22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25 26

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2022-05-24

Nom du signataire : Josée Bélanger

Date de transmission au Ministère : _____

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	324 525 571	311 291 338	337 348 353	34 099 508	354 401 218
Investissement	2	23 095 659	39 537 000	21 293 268	1 193 808	22 487 076
	3	347 621 230	350 828 338	358 641 621	35 293 316	376 888 294
Charges	4	291 457 962	312 986 490	308 204 697	35 775 993	326 934 047
Excédent (déficit) de l'exercice	5	56 163 268	37 841 848	50 436 924	(482 677)	49 954 247
Moins : revenus d'investissement	6 (	23 095 659)(	39 537 000)(	21 293 268)(	1 193 808)(	22 487 076)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	33 067 609	(1 695 152)	29 143 656	(1 676 485)	27 467 171
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		47 442 952	48 550 743	6 466 278	55 017 021
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	4 591 406	4 213 000	7 602 432	19 063	7 621 495
Remboursement de la dette à long terme	10 (	42 795 742)(	48 117 391)(	52 497 529)(	3 799 487)(	56 297 016)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	6 385 386)(	6 000 000)(	6 902 708)(	22 994)(	6 925 702)
Excédent (déficit) accumulé	12	(5 728 904)	4 636 246	(5 118 805)	(247 860)	(5 366 665)
Autres éléments de conciliation	13	2 741 788		7 248 632	3 629	7 252 261
	14	(47 576 838)	2 174 807	(1 117 235)	2 418 629	1 301 394
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(14 509 229)	479 655	28 026 421	742 144	28 768 565

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	38 626 154	66 899 042	75 403 407
Débiteurs	2	132 527 984	122 689 486	141 269 916
Placements de portefeuille	3	164 672	164 672	5 597 179
Autres	4	14 068 922	16 047 166	16 047 166
	5	185 387 732	205 800 366	238 317 668
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	497 278 790	527 466 138	556 613 749
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	753 000	786 200	813 600
Autres	9	100 994 793	84 739 121	102 958 633
	10	599 026 583	612 991 459	660 385 982
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(413 638 851)	(407 191 093)	(422 068 314)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	1 145 023 499	1 188 243 261	1 254 699 801
Autres	13	20 618 277	21 387 681	22 141 545
	14	1 165 641 776	1 209 630 942	1 276 841 346
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	38 851 661	36 021 103	39 150 762
Excédent de fonctionnement affecté	16	6 159 024	6 024 132	7 618 438
Réserves financières et fonds réservés	17	16 550 362	28 181 177	28 707 900
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	24 109 047)(	21 241 493)(	21 576 136)(
Financement des investissements en cours	19	(9 785 875)	12 971 184	11 228 921
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	724 336 800	740 483 746	789 643 147
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	752 002 925	802 439 849	854 773 032
				804 818 785

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Ex-municipalités	23	270 956	228 416
▪ Affectation exercice suivant	24	3 860 873	4 084 600
▪ Cession d'actifs	25	208 360	643 914
▪ Aff.projets act.fin non term.	26	1 683 943	1 202 094
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	6 024 132	6 159 024
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	1 594 306	784 569
	34	7 618 438	6 943 593
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
Organismes contrôlés et partenariats ¹	35	28 181 177	16 550 362
	36	526 723	183 545
	37	36 326 338	23 677 500

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	468 069 235
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	487 664 261

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	3 672 033	4 022 610
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	388 039 270	381 253 511
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	109 575 076	95 915 533
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	52 959 943	50 957 350
Autres	8	8 606 314	5 784 409
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	562 852 636	537 933 413

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations 2020	Budget 2021	Réalizations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	256 946 858	259 228 111	263 021 859	262 925 798
Compensations tenant lieu de taxes	12	9 379 692	9 324 596	9 327 322	9 327 322
Quotes-parts	13				
Transferts	14	22 719 808	10 058 460	18 923 678	29 144 129
Services rendus	15	9 994 607	15 994 777	9 861 942	16 133 996
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	20 130 593	15 060 224	29 246 605	29 246 605
Autres	17	5 354 013	1 625 170	6 966 947	7 623 368
	18	324 525 571	311 291 338	337 348 353	354 401 218
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	17 082 635	31 849 000	5 937 679	7 124 516
Autres	22	6 013 024	7 688 000	15 355 589	15 362 560
	23	23 095 659	39 537 000	21 293 268	22 487 076
	24	347 621 230	350 828 338	358 641 621	376 888 294

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	32 839 463	3 246 179	36 085 642	36 085 642	33 788 136
Sécurité publique						
Police	2	34 485 685	672 682	35 158 367	35 158 367	33 846 195
Sécurité incendie	3	23 584 581	896 562	24 481 143	24 481 143	24 136 236
Autres	4	2 868 312	4 524	2 872 836	2 872 836	2 770 564
Transport						
Réseau routier	5	30 765 180	16 145 619	46 910 799	46 910 799	46 770 639
Transport collectif	6	13 478 543	157 862	13 636 405	31 458 600	26 973 072
Autres	7		708 664	708 664	708 664	779 909
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	26 743 081	18 185 227	44 928 308	44 928 308	42 867 082
Matières résiduelles	9	19 463 404	892 577	20 355 981	20 471 489	19 438 099
Autres	10	2 478 708	202 234	2 680 942	2 680 942	2 311 702
Santé et bien-être	11	3 873 961		3 873 961	3 873 961	764 171
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	7 793 481	227 241	8 020 722	8 020 722	7 722 373
Promotion et développement économique	13	10 339 530	2 797	10 342 327	10 342 327	6 936 201
Autres	14	2 640 476		2 640 476	2 640 476	17 234
Loisirs et culture	15	38 693 788	7 208 575	45 902 363	45 902 363	43 912 042
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	9 605 761		9 605 761	10 397 408	13 206 778
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	259 653 954	48 550 743	308 204 697	326 934 047	306 240 433
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	48 550 743 (	48 550 743)			
	21	308 204 697		308 204 697	326 934 047	306 240 433

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations 2020		Réalizations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	23 095 659	21 293 268	1 193 808	22 487 076
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	76 346 383)(	91 795 065)(	3 852 311)(	95 647 376)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	7 299 007)(	7 905 173)(	)	7 905 173)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	54 071 821	70 070 511	1 661 315	71 731 826
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	6 385 386	6 902 708	22 994	6 925 702
Excédent accumulé	6	9 031 534	26 705 095		26 705 095
	7	(14 156 649)	3 978 076	(2 168 002)	1 810 074
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	8 939 010	25 271 344	(974 194)	24 297 150

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14